



## La quinzaine nordique

© DG Trésor

N° 106 du 22 janvier 2016

### Danemark

**Croissance.** Le PIB a reculé de 0,4% au T3 2015 (contre -0,1% annoncé initialement), en raison de la baisse des exportations de marchandises (-1,3%) et des investissements (-1%). L'objectif de croissance du gouvernement (1,4% sur l'ensemble de l'année 2015) reste néanmoins atteignable dans la mesure où le T4 semble avoir été plus dynamique, notamment en termes de consommation privée. La croissance de la consommation privée devrait dépasser 2% sur l'ensemble de l'année 2015, ce qui contraste fortement avec la période 2008-2014, où cette même consommation privée avait évolué soit négativement, soit de manière très faiblement positive (croissance inférieure à 1%).

**Inflation.** Les prix ont augmenté de 0,5% sur l'ensemble de l'année 2015. C'est le plus faible taux d'inflation enregistré depuis 1953. La progression des salaires réels bénéficie à la consommation privée. Le gouvernement, dans le cadre de ses dernières prévisions de décembre, table sur une reprise progressive de l'inflation (1,1% en 2016 et 1,7% en 2017).

**Négociations tripartites.** Des négociations tripartites seront engagées au printemps avec un thème central : l'intégration des réfugiés. Les dernières négociations de ce type datent de 2012 et avaient échoué sur le thème du temps de travail (qui n'est pas à l'ordre du jour cette fois-ci) et constitué un échec pour Mme Thorning-Schmidt, ex-premier Ministre danois.

**Réforme fiscale.** Initialement programmée au printemps 2016, la réforme fiscale, dont l'objectif est d'abaisser l'imposition sur les revenus du travail, vient d'être repoussée à l'automne. Le ministre des Finances, Claus Hjort Frederiksen, justifie cette décision par la nécessité de répondre dans un premier temps aux défis posés par la forte augmentation du nombre de demandeurs d'asile. La réforme fiscale fera partie intégrante d'un nouveau plan prospectif, le « plan économie 2025 ».

**Secteur de l'eau.** Le gouvernement entend réformer le secteur de l'eau afin de réduire les factures d'eau des entreprises et des particuliers. Un projet de loi vient d'être déposé, laissant entrevoir une économie finale d'environ 170 M€ pour les différents usagers. Alors que les industriels danois, dont Carlsberg, se déclarent satisfaits du projet de réforme, DANVA (association des entreprises de l'eau danoise) critique son imprécision, risquant de décourager les investissements.

**Electricité.** La taxe PSO (*Public Service Obligation*), qui s'applique sur toute consommation d'électricité au Danemark et qui sert à financer les projets de production locale d'énergie renouvelable, a été jugée comme une distorsion par la Commission Européenne fin 2014. Cette dernière avait donné au gouvernement danois jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2017 pour modifier cette taxation, en proposant deux options : 1/ inclure le produit de la taxe dans la loi de finance annuelle, pour en faire un impôt ; 2/ utiliser le produit de cette taxe pour financer également des projets situés à l'étranger. Le ministre chargé de l'énergie, Lars Christian Lilleholt, semble favoriser la deuxième solution, soutenu par la compagnie d'énergie danoise DONG, notamment pour éviter une discussion lors du vote de la loi de finance sur l'utilisation du produit de la taxe qui représente environ 1 Md€.

**Contrôles frontaliers.** Dansk Industri, la confédération des industries danoises se dit inquiète pour le commerce extérieur danois suite à la décision du gouvernement, le 4 janvier, de rétablir les contrôles d'identité à la frontière avec l'Allemagne. La confédération craint, à court terme, une augmentation des coûts dus à des délais de livraison plus longs pour les entreprises exportatrices vers l'Allemagne. Elle s'inquiète aussi des conséquences à plus long terme sur l'ensemble de l'économie danoise qui devrait subir une hausse des prix des produits importés. DI estime enfin



La quinzaine nordique – 22 janvier 2016 © DG Trésor

que, si le rétablissement du contrôle aux frontières devait persister, les entreprises devraient construire des nouveaux entrepôts et augmenter leurs stocks, générant des coûts supplémentaires.

**Commerce extérieur.** Selon l'Institut danois des statistiques, les exportations danoises de marchandises ont progressé de 1% au mois de novembre 2015, tirées par les ventes de produits pharmaceutiques vers les Etats-Unis. La répartition géographique des exportations danoises change puisque les exportations vers les pays de l'UE, les principaux clients du Danemark, a chuté de 2,9% au cours de la période septembre-novembre. Cette diminution est due à la forte baisse des exportations de turbines éoliennes vers l'Allemagne (-6,7%) ainsi qu'à la baisse des exportations de produits pharmaceutiques et pétroliers vers les Pays-Bas (-13,2%). A l'inverse, les exportations hors de l'UE ne cessent de croître, tirées par les ventes de produits pharmaceutiques (+4,2% sur les trois derniers mois), principalement vers les Etats-Unis (+28,3% sur les trois derniers mois), qui sont devenus en 2015 le troisième marché d'exportations danois dans ce domaine. Les importations danoises ont, pour leur part, reculé de 1,6%, en novembre, principalement dû à la baisse de la demande de produits importés.

## Finlande

**Projet ferroviaire.** Les ministres des Transports finlandais et estonien Anne Berner et Kristen Michal ont signé un accord de coopération pour la planification d'un tunnel ferroviaire sous-marin entre Helsinki et Tallinn. La Finlande et l'Estonie demandent une subvention de l'Union européenne de 1,2 M€ pour l'étude de ce projet. Un rapport préliminaire publié l'an dernier estime que le tunnel devrait coûter entre 9 et 13 Mds€ et pourrait être opérationnel après 2030.

**Transport aérien.** Le groupe aéroportuaire Finavia qui exploite et aménage les aéroports finlandais a lancé la seconde phase d'un plan d'agrandissement de l'aéroport d'Helsinki dont le coût total est évalué à 900 M€. Les travaux de construction doivent permettre d'accroître la capacité du trafic aérien en accueillant jusqu'à 20 M de passagers annuellement d'ici 2020. Les différents projets d'agrandissement s'inscrivent dans la stratégie de l'exploitant visant à faire de l'aéroport d'Helsinki le premier hub entre l'Europe et l'Asie.

**Energie.** L'Etat finlandais, actionnaire à 75% du seul opérateur gazier en Finlande Gasum, a annoncé le rachat des 25% restants, détenus par le groupe russe Gazprom pour 251 M€. La transaction sera finalisée au début de l'année 2016. Le gouvernement finlandais a justifié cette acquisition en invoquant le rôle central que joue le gaz dans le mix énergétique finlandais et les opportunités de transition vers une société à faible émission de carbone offertes par le gaz. Ce rachat a lieu dans un contexte de forte dépendance énergétique de la Finlande vis-à-vis de la Russie puisque 100% du gaz, 11 % de l'électricité, 66% du pétrole et 64% du charbon ont été importés de Russie en 2014.

**Michelin.** Le Centre de Technologie Europe de Michelin a officialisé l'acquisition du Centre arctique d'essais sur glace à Ivalo. En devenant propriétaire de ce site, déjà exploité par Michelin depuis près de 20 ans, le groupe souhaite renforcer son activité de tests et homologations des pneus hivernaux pour les véhicules de tourisme, les camionnettes et les poids lourds.

**Universités.** L'université d'Aalto de Helsinki a annoncé le départ de 190 personnes en février dans le cadre d'un plan de réduction des effectifs. L'université espère réaliser ainsi 17 M€ d'économies annuellement sur les 66 M€ d'économies annuelles demandées par le gouvernement. 130 emplois supplémentaires devraient disparaître d'ici la fin de l'année 2018 du fait de non-renouvellement de contrats fixes et de départs à la retraite. L'université d'Helsinki avait quant à elle présenté en septembre dernier un plan social visant à réduire ses effectifs de 1200 personnes d'ici 2020 dans le but d'économiser 86 M€ par an.

**Chantiers navals.** La société de construction navale Rauma Marine Construction (RMC), qui a repris le chantier naval de Rauma en 2014, a annoncé une levée de fonds en provenance de trois investisseurs dont le fonds d'investissement détenu par le gouvernement finlandais Finnish Industry Investment Ltd. Le capital social de RMC est maintenant évalué à 25 M€. Le ministère de l'Economie et de l'Emploi a déclaré dans un communiqué que cet investissement était un signe de la bonne santé de l'industrie maritime en Finlande. L'augmentation de capital pourrait permettre à RMC, qui construit actuellement des petits bateaux, de se lancer dans la construction de bateaux plus importants, voire d'entrer sur le marché des bateaux de croisière.

**Revenu de base.** Fin décembre, le ministère des affaires sociales a publié un correctif à la suite de la parution dans la presse internationale de nombreux articles enthousiastes affirmant que la Finlande allait verser sans condition 800 euros par mois à chaque Finlandais pour couvrir ses besoins de base. Ce communiqué précise qu'il ne s'agit que d'une étude préliminaire qui pourrait peut-être déboucher sur un test début 2017. Ce projet bénéficie cependant d'un budget de 20 M€ et s'inscrit parmi les expérimentations sociales innovantes promises par le gouvernement Sipilä. Il



La quinzaine nordique – 22 janvier 2016 © DG Trésor

s'agirait, si les résultats de l'étude préliminaire y sont favorables, de mettre à l'épreuve des faits l'idée selon laquelle un revenu de base supprimerait les trappes à inactivité du système actuel de protection sociale et aurait un effet positif sensible sur la participation au marché du travail.

**Pacte social.** La confédération du patronat et de l'industrie, EK, a annoncé qu'elle était prête à reprendre pour la cinquième fois les négociations interrompues en décembre dernier sur un pacte social qui permettrait d'améliorer la compétitivité en réduisant le coût du travail de 5% (cf QN n°98). Le premier ministre Sipilä a en effet annoncé qu'en cas d'accord entre les partenaires sociaux, il pourrait retirer le paquet de mesures pour la compétitivité qui doit être présenté prochainement au parlement ; tant le dirigeant d'EK que ceux des confédérations syndicales ont déclaré qu'ils préféreraient éviter une intervention législative sur ces sujets.

## Islande

**Contrôles de capitaux.** L'Islande poursuit sa transition vers la levée définitive de ses contrôles de capitaux, mis en place lors de la crise financière. L'ultime étape porte sur une série d'allègements, notamment en faveur des fonds de pension qui pourront investir jusqu'à 20 MdsISK à l'étranger en ce début d'année 2016.

**Balance commerciale.** Selon Hagstofa, l'institut statistique national islandais, le pays a connu en 2015 le premier déficit de sa balance commerciale sur les biens en 7 ans. Après un excédent de 4,2 MdsISK (soit 29,7 M€) en 2014, le pays a enregistré en 2015 un déficit de 30,7 MrdsISK (soit 220 M€). Ce résultat serait notamment la conséquence de l'embargo russe sur le poisson islandais. Dans le même temps, la croissance du pays en 2015 était d'environ 4,5% et reste l'une des plus élevées d'Europe et le taux de chômage est passé sous la barre des 4% en 2015. La balance commerciale reste par ailleurs amplement excédentaire (+ 551,4 M€) si on y intègre les services, grâce notamment aux bons résultats enregistrés par le tourisme.

**Note souveraine.** L'agence de notation Standard & Poor's a relevé la note souveraine de l'Islande passant de « BBB » à « BBB+ », action justifiée par l'amélioration de la situation du pays sur le front de la dette.

## Norvège

**Automobiles.** La présidente de l'Association norvégienne pour la voiture électrique, Christina Bu, s'est félicitée de l'annonce de parts de marchés record pour les véhicules « zéro émission » en Norvège sur l'année 2015. Ceux-ci se sont arrogés une part de marché de 17,2% des immatriculations de véhicules neufs sur l'année 2015 – 26 000 sur un total de 150 700-. Ces chiffres confortent la première place de la Norvège au regard de la proportion de véhicules électriques dans le parc automobile national.

**Exportations.** Le centre norvégien des produits de la mer, responsable de la promotion du secteur piscicole, a annoncé début janvier que 2015 avait été une année record pour les exportations de poisson. La valeur de celles-ci a atteint la somme de 74,5 MdsNOK (environ 7,5 Mrds€ actuellement), soit une hausse de 8% par rapport à l'année 2014, qui avait également dépassé le plafond record pour les exportations. Si les restrictions imposées par la Chine ou l'arrêt des exportations vers la Russie ont pu faire craindre une baisse des ventes du secteur, l'affaiblissement de la couronne et la hausse du cours du saumon en 2015 (+5%) ont contribué à favoriser les exportations de poisson. Le saumon et la truite représentent les deux tiers de ces exportations. L'UE est le destinataire de deux tiers de ces exportations (essentiellement la Pologne, du Danemark et de la France).

**Emploi.** La conférence annuelle du syndicat patronal NHO, l'un des plus importants du pays, s'est tenue à Oslo début janvier. Surnommée "Remix : le nouveau monde du travail", elle a permis à plusieurs intervenants provenant de différentes institutions (agence de l'emploi, gouvernement, chefs d'entreprise...) de faire le point sur les perspectives d'emploi en Norvège. L'ensemble des invités s'est montré extrêmement positif, jugeant que le pays avait les moyens sous réserve d'un partenariat poussé entre politiques et société civile pour intégrer les réfugiés. L'accent a été mis sur l'innovation, l'économie de partage et la robotique. Les dirigeants de NHO (patronat) et LO (employés) se sont engagés à travailler ensemble sur ce sujet dans les prochains mois.

## Suède



La quinzaine nordique – 22 janvier 2016 © DG Trésor

**PIB.** Le ministère suédois des Finances a révisé ses prévisions de croissance le 21 décembre dernier et table désormais sur une hausse du PIB de 3,6% en 2015, soit l'augmentation la plus élevée en 4 ans, et de 3,1 % en 2016. Ce niveau dépasse ainsi largement la croissance moyenne annuelle des 20 dernières années (+2,5 %).

**Commerce extérieur bilatéral.** Les données des douanes françaises montrent que les exportations françaises vers la Suède ont progressé de plus de 5% au cours des 11 premiers mois de l'année 2015 par rapport à la même période en 2014 (de 4 586 M€ à 4 834 M€), alors que nos importations en provenance de Suède ont, dans le même temps, diminué de plus de 5% (de 5 221 M€ à 4 936 M€). Dans ce contexte, notre déficit commercial s'est considérablement réduit (de 635 M€ sur les 11 premiers mois de 2014 à 102M€ sur les 11 premiers mois de 2015). L'augmentation des exportations françaises en 2015 repose d'une part sur la nette progression de nos ventes de matériel de transport (+73%, de 518M€ à 893M€ en raison notamment des livraisons de 2 Airbus A330-300 Enhanced fin 2015 à la compagnie aérienne SAS) et d'autre part de la hausse de nos exports d'équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique (+12%) et dans une moindre mesure des produits pharmaceutiques (+5%). En revanche, des ventes de produits chimiques, parfums et cosmétiques ont diminué de plus de 17% (1 238 M€ sur les 11 premiers mois de l'année 2014 à 1 024M€ sur les 11 premiers mois de l'année 2015). Tout chose égale par ailleurs, compte tenu de l'accélération des livraisons de nouveaux Airbus entre 2016 et 2018, nos échanges bilatéraux pourraient devenir excédentaires dès le 1<sup>er</sup> semestre 2016. Le calendrier de commande de SAS prévoit, en effet, la livraison de 2 Airbus A330-300 Enhanced supplémentaires entre février et mai 2016 puis de 4 Airbus A320 Neo fin 2016. En 2017 le rythme de livraison sera d'un Airbus par mois et la livraison des long-courrier A350-900 est attendue à l'horizon 2018.

**Finances publiques.** En dépit des coûts croissants pour l'accueil des migrants (163 000 demandeurs d'asile rien qu'en 2015), le ministère des Finances considère que le déficit public restera stable (-0,9% aussi bien en 2015 qu'en 2016) et que la dette publique diminuera même légèrement, passant de 44,3% du PIB en 2015 à 42,8% en 2016, voire à moins de 40% à l'horizon 2019.

**Banque de Suède.** Le directoire de la Banque de Suède a mandaté Stefan Ingves, Gouverneur, et Mme Kerstin af Jochnick, 1<sup>er</sup> Sous-gouverneur, pour intervenir sur les marchés afin d'affaiblir la SEK en cas de besoin et nourrir l'inflation par les importations. Cette décision est contestée par certains observateurs locaux qui qualifient la mesure d'incertaine, pouvant dans le pire des cas avoir des effets déstabilisateurs sur la croissance suédoise, estimant que les effets attendus d'une intervention sur les marchés des changes est peu prévisible puisque la Suède n'a pas d'objectif de change (la couronne suédoise flotte librement depuis novembre 1992).

**Politique monétaire.** L'ancien gouverneur de la Banque d'Angleterre Mervyn King et l'économiste américain Marvin Goodfriend, sollicités par le parlement suédois en juin 2014 pour examiner la politique monétaire suédoise entre 2010 et 2015, ont rendu leurs conclusions le 19 janvier 2016. Le bilan est relativement critique, notamment vis-à-vis de l'objectif de la Riksbank d'atteindre à tout prix 2% d'inflation (CPI). Le rapport critique la répartition des rôles entre la Banque de Suède et le superviseur des marchés (FI) sur le volet macro prudentiel ainsi que la guidance par les courbes de taux. MM King et Goodfriend proposent ainsi quatre mesures. (1) Le Conseil de stabilité financière ne devrait réunir que les dirigeants de la Banque de Suède et FI, et non le ministre des marchés financiers et l'Agence suédoise de la dette (Riksgälden) comme c'est le cas actuellement. (2) La Riksbank devrait revoir certains de ses modèles économiques et adopter une approche moins mécanique que par le passé. La logique consisterait à introduire plus de flexibilité dans l'approche et à accepter que la cible des 2 % ne puisse parfois pas être atteinte sur le court terme. (3) Une cible d'inflation sous-jacente CPI (correspond à l'inflation CPI, hors effets des taux d'intérêts) devrait être fixée par le Parlement, et non par la Banque de Suède. (4) Le directoire actuel (1 gouverneur et 5 sous-gouverneurs exécutifs) devrait être transformé en une structure dirigeante composée de 3 administrateurs exécutifs et 3 administrateurs non exécutifs.

**Devise.** Selon la Banque de Suède le taux de change annuel moyen de la couronne suédoise (SEK) s'établit à de 9,36 SEK par rapport à l'Euro en 2015, contre 9,10 SEK en 2014. La SEK continue à faire preuve d'une certaine volatilité par rapport à l'euro avec un taux de change fluctuant entre 9,07 SEK/€ et 9,64 SEK/€ en 2015.

**Iran.** La Suède souhaite se repositionner rapidement en Iran pour espérer développer les échanges suite à la levée des sanctions. Mikael Damberg, ministre de l'Economie, s'est déjà déplacé à Téhéran en décembre dernier avec une importante délégation d'affaires (Scania, ABB, Ericsson, Volvo Cars, Volvo Poids lourds, SSAB, SEB, Wallenberg Foundations, etc.) pour présenter l'offre suédoise, notamment dans les secteurs des télécommunications, de l'industrie minière et des infrastructures. Afin de restaurer un climat d'affaires favorable, l'agence de promotion des exportations et des IDE, Business Sweden, compte ouvrir prochainement une antenne en Iran. L'objectif à l'horizon de 5 ans serait



La quinzaine nordique – 22 janvier 2016 © DG Trésor

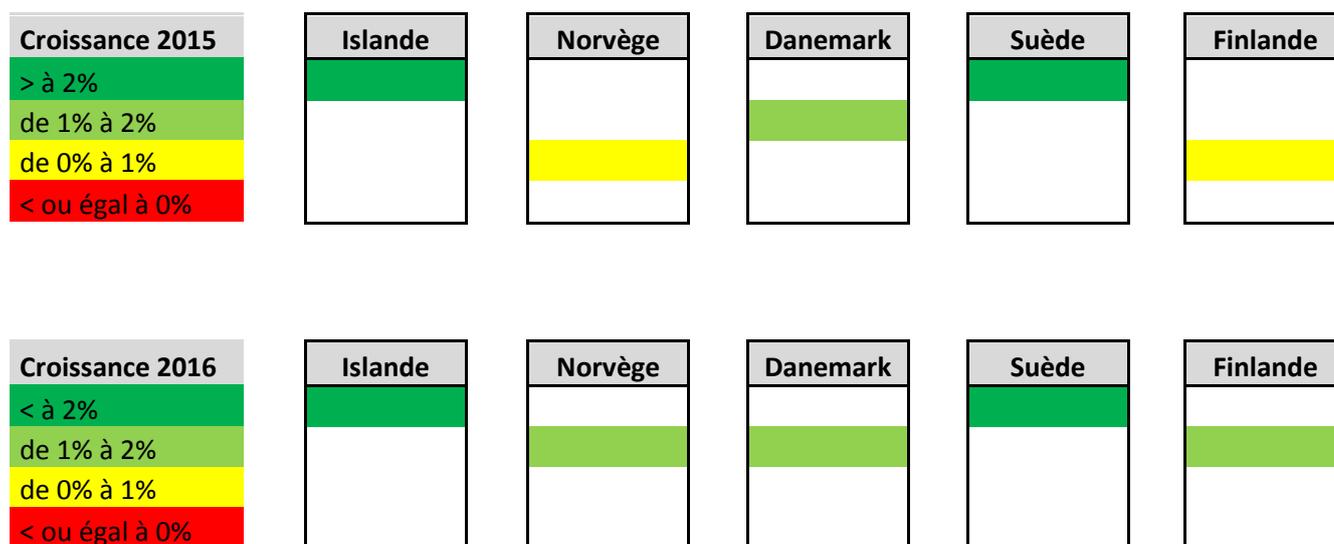
de porter le niveau des exports à 12 MdsSEK (1,3 Md€), soit un niveau comparable aux ventes suédoises vers l'Arabie Saoudite et la Turquie.

**Michelin.** Le groupe français Michelin vient de racheter le site « Bookatable », leader européen de la réservation en ligne de restauration (34 millions de réservations en 2015), dont l'origine est le résultat de la fusion entre le suédois Loghos, l'allemand Bookatable et le britannique Livebookings. Selon la presse suédoise Michelin aurait payé entre 80 et 100 millions de livres pour absorber Bookatable, dont le siège se trouve à Londres. Michelin présentera, par ailleurs, son Guide Nordic Cities à Copenhague en février.

**Automobiles.** Selon BilSweden, association suédoise des constructeurs et importateurs de voitures, camions et bus, 2015 est une année record pour le secteur automobile en Suède avec 345 053 nouvelles immatriculations, soit une augmentation de 13,5% par rapport à l'année 2014. Volvo reste le premier constructeur automobile en Suède avec 20,64% de part de marché et 71 221 nouvelles immatriculations. Renault arrive à la 10ème place, avec 11 306 véhicules immatriculés soit une croissance de 14,19% par rapport à l'année précédente. Peugeot enregistre également une augmentation, cette fois-ci de 25,43% par rapport à l'année 2014, alors que dans le même temps, Citroën et Dacia enregistrent une baisse de respectivement 6,04% et 8,54% de leurs immatriculations. A eux quatre, les concessionnaires français représentent une part de marché de 8,79 % en 2015, contre 9,13% en 2014. A noter également que les nouvelles immatriculations de véhicules électriques ont doublé en 2015 mais n'atteignent que 3 000 véhicules. La Mitsubishi Outlander PHE et la Tesla Model S sont les modèles électriques les plus vendus sur le marché suédois, la Renault Zoe arrivant à la 6ème place. Les pronostics annoncent par ailleurs que l'année 2016 devrait être prometteuse, dopée par une plus grande mobilité des individus, une croissance du nombre d'inscrits au permis et une économie suédoise en bonne santé avec un pouvoir d'achat grandissant.

**Lignes à grande vitesse.** Trafikverket revoit à la hausse le coût de construction des deux lignes à grande vitesse reliant Stockholm à Göteborg et Stockholm à Malmö (entre 190 et 320 MrdsSEK). La commission Wessberg, chargée de l'élaboration du projet, a rendu un rapport sur le financement de ces nouvelles infrastructures. Quatre modes de financement ont été identifiés pour le projet : (1) la captation de la valeur foncière créée par la nouvelle desserte, (2) l'augmentation du prix des péages ferroviaires ainsi que l'introduction d'une taxe sur les fonds de commerce situés dans les gares du futur réseau, (3) l'emprunt par l'Etat, (4) et finalement la possibilité de construire certaines parties du réseau en PPP. La commission Wessberg estime que les deux premiers outils devraient permettre de couvrir 5 à 10% du coût total de l'infrastructure.

## 1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : gouvernements



La quinzaine nordique – 22 janvier 2016 © DG Trésor

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016
<b>PIB</b>										
Gouvernement	<b>1,4</b>	1,9	0,2	1,2	0,8	<b>1,2</b>	<b>3,6</b>	<b>3,1</b>	3,0	3,0
Banque centrale	<b>1,4</b>	<b>1,6</b>	-0,1	0,7	1,3	<b>1,0</b>	3,3	3,0	4,2	3,0
Institut stat./conj.	1,6	2,1	0,2	1,3	1,4	1,2	3,2	3,1	3,3	-
Commission*	1,6	2,0	0,3	0,7	0,6	1,1	3,0	2,8	4,0	3,2
FMI**	1,6	2,0	0,4	0,9	0,9	1,3	2,8	3,0	4,8	3,7
OCDE***	1,8	1,8	-0,1	1,1	1,2	1,1	2,9	3,1	4,1	3,7
SEB	1,8	2,2	0,2	0,5	1,9	1,5	3,2	2,6	-	-
Nordea	<b>1,4</b>	<b>1,75</b>	-0,2	0,5	1,2	1,3	<b>3,7</b>	<b>3,8</b>	-	-
Danske Bank	<b>1,2</b>	<b>1,5</b>	0,0	0,8	1,3	1,8	3,1	2,6	-	-

NB : PIB continental pour la Norvège ; pour le Danemark, la 3<sup>ème</sup> ligne correspond aux prévisions du Conseil des Sages

## 2. Autres indicateurs macroéconomiques

<b>Déficit</b>											
Gouvernement	<b>-2,0</b>	-2,8	-3,4	-2,8	9,5	-	-0,9	-0,9	-	-	
Commission*	-3,3	-2,5	-3,2	-2,7	8,3	7,7	-1,4	-1,3	0,0	0,0	
FMI**	-2,7	-2,8	-3,2	-2,8	6,0	6,2	-1,4	-0,7	1,3	0,4	
OCDE***	-2,7	-2,8	-3,3	-2,7	6,9	5,5	-1,1	-0,6	0,3	0,3	

NB : déficit hors pétrole pour la prévision gouvernementale de la Norvège (en % du PIB continental)

<b>Dette</b>											
Gouvernement	<b>39,9</b>	<b>38,4</b>	62,6	64,3	-	-	<b>44,3</b>	<b>42,8</b>	-	-	
Commission*	40,2	39,3	62,5	64,5	27,4	28,5	44,7	44,0	62,0	55,0	
FMI**	47	48	61,9	64	28,1	28,1	43,9	42,6	75,3	69,5	

NB : dette brute de l'Etat central pour la prévision du gouvernement islandais

<b>Autres</b>											
inflation (IPCH)*	0,5	1,1	-0,2	0,6	2,2	2,8	0,8	1,5	1,8	3,2	
cons. privée*	<b>2,0</b>	<b>1,7</b>	0,7	0,5	1,2	0,7	2,3	2,5	4,0	3,5	
chômage (BIT)*	<b>6,3</b>	<b>6,0</b>	9,6	9,5	3,4	4,5	7,7	7,7	4,7	4,5	

Source :

\* *Prévisions d'automne* (novembre 2015)

\*\* *World Economic Outlook* (octobre 2015) ou rapports pays

\*\*\* *Perspectives économiques* (novembre 2015)

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

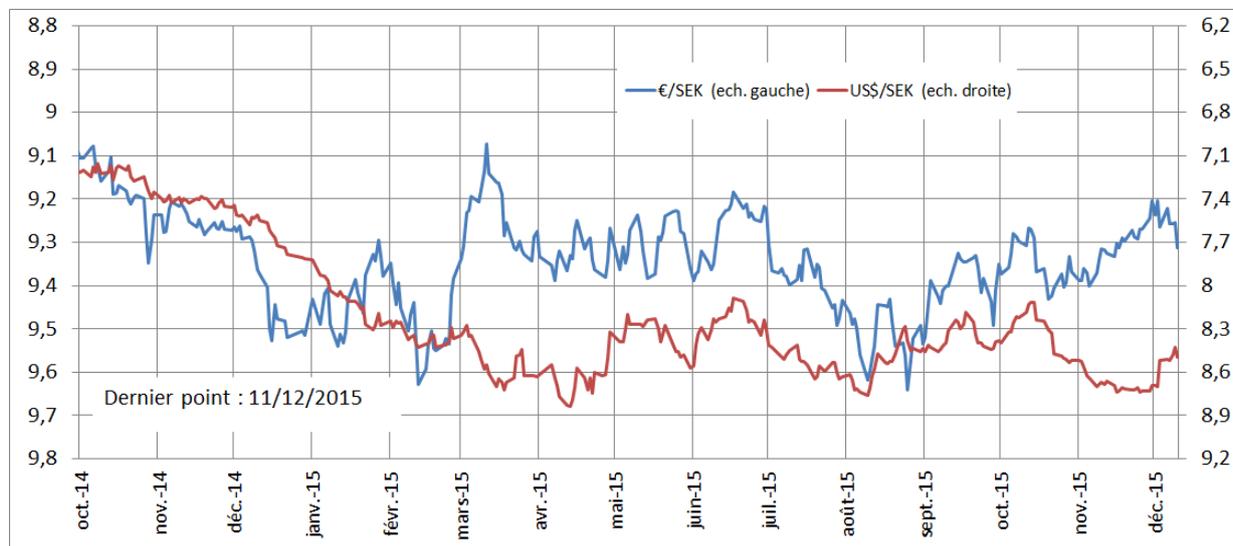
En rouge : dégradation

En vert : amélioration

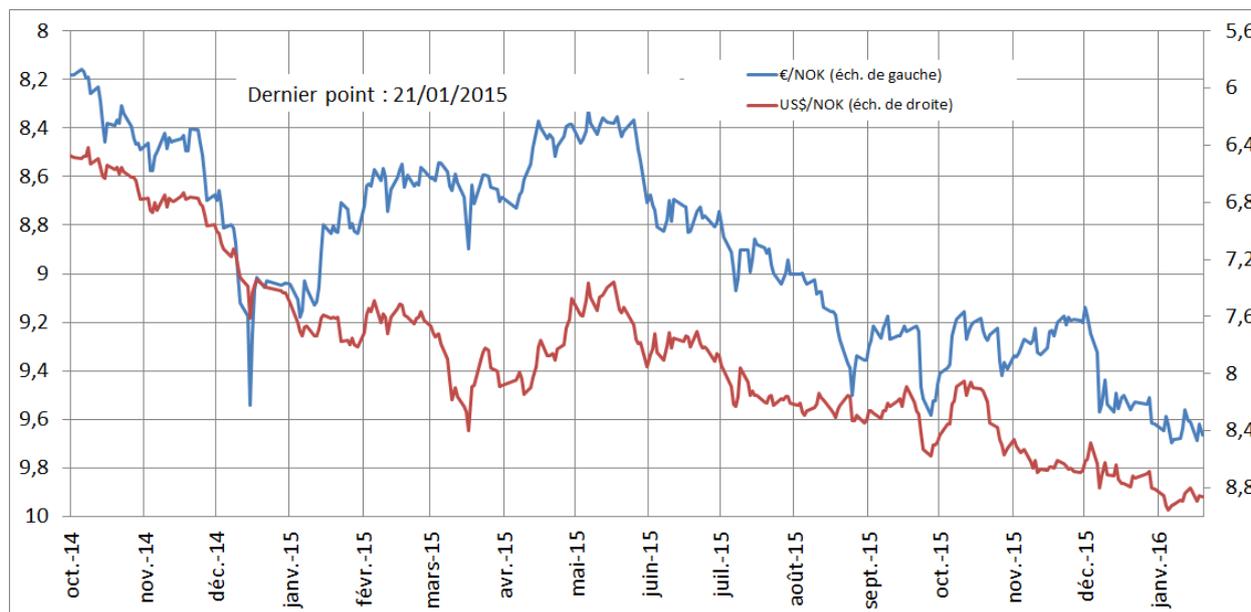


### 3. Evolution historique des taux de change

#### Couronne suédoise



#### Couronne norvégienne



**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à [pierre-alexandre.miquel@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre-alexandre.miquel@dgtresor.gouv.fr)).

**Clause de non-responsabilité**

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Pierre-Alexandre Miquel (Chef du SER)

Revu par : Pierre-Alexandre Miquel (Chef du SER)

Service Économique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (Clothilde Bauduin, Simone Le Ray, Michel Lallemand, Philippe Martinez), Helsinki (Nadine Mouy, Alexis Stevenson), Oslo (Christian Fatras, Adrien Labaune), et du Service Économique Régional de Stockholm (Thomas Charrier, Frédéric Lemaitre).